

Critique

Antonio Hodgers ou la catastrophe bienheureuse !

Avec son « Manifeste pour une écologie de l'espoir » paru le 16 mai dernier, le conseiller d'État genevois dénonce le « catastrophisme » entourant actuellement les questions climatiques ; une attitude selon lui démobilisatrice qui nuirait au combat environnemental. Bilan de cette lecture ? Un pur shoot de climato-rassurisme qui, à n'en pas douter, ravira les forces écocidaires ...

Assurément à la vue des soutiens, il y avait de quoi nourrir quelques soupçons. Une presse bourgeoise dithyrambique à l'égard d'un essai signé par un élu vert ; [le journal Le Temps chantant les louanges de ce « Manifeste pour une écologie de l'espoir »](#), et de son auteur, Antonio Hodgers, au demeurant pas connu pour être le plus écologiste des écolos. Dans nos cerveaux, alerte immédiate. Attention anguille sous roche : lorsque la bourgeoisie célèbre une personnalité « de gauche », c'est généralement parce qu'elle la juge incapable de menacer ses intérêts, et même la sait plutôt résolue à les préserver !

Le titre non plus, il faut le dire, n'offrait rien de particulièrement réjouissant : « écologie de l'espoir », c'est peu dire que ça sentait à plein nez la célébration de l'écologie positive et béate, c'est-à-dire en termes politiques, le retour en force de l'écologie inoffensive, celle de la compromission, qui retouche en surface pour ne rien changer au fond du problème et que les libéraux chérissent tant pour cela. Des personnages dans le genre d'Erik Orsenna, adepte de la « troisième voie » social-libérale, plume du Mitterrand du « tournant de la rigueur » de 1983, proche de Macron, mais surtout, en l'occurrence et par un heureux hasard, préfacier de ce petit plaidoyer. Ben voyons...

Oui mais voilà, malgré les warnings au Mycélium on préfère juger sur pièce, d'autant qu'un journal de gauche comme [Le Courrier paraissait passablement séduit par le discours d'Hodgers](#), en tout cas suffisamment pour juger que celui-ci lançait un débat « salutaire ». En fin de compte pourquoi pas ? Il était temps de s'y plonger.

Une trentaine de pages plus tard, l'échec se révèle hélas cuisant. En si peu de lignes, le [« livre politique du moment »](#) réalise l'exploit de sous-estimer la

gravité du réchauffement climatique, de livrer une analyse plus que douteuse sur la situation de l'écologie politique en Europe, de taper sur la militance en faisant la démonstration de la profonde déconnexion de nos élus vis-à-vis des mouvements sociaux, ou encore de ressasser avec une naïveté confondante des « solutions » techno-libérales éculées, inaptes à répondre aux causes sociales et démocratiques profondes de la crise environnementale. Tout autre que novatrice donc, la vision écologique que nous expose Hodgers s'apparente davantage à un coming-out vert-libéral. Avec des amis pareils, c'est sûr, l'écologie n'a guère besoin d'ennemis !

Diagnostic erroné

Par où commencer ? Peut-être par notre seul point d'accord avec Hodgers : oui, ce n'est pas un scoop, l'inaction climatique, et même plus généralement écologique, est incontestable. La succession des rapports scientifiques accablants n'y change rien, les déclarations d'intention des décideurs comme les conférences internationales devenues festivals du greenwashing non plus. [Au rythme actuel d'émission de gaz à effet de serre, tout indique que la planète va subir un réchauffement moyen de +2°C autour de 2050 \(probablement de +3°C d'ici la fin du siècle\)](#), avec son lot de répercussions terribles et incertaines pour la biodiversité et notre espèce.

Une fois passé le consensus initial, les premières réserves apparaissent toutefois rapidement. Car si cet immobilisme politique nous tarade unanimement, Hodgers croit en distinguer les raisons. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que son diagnostic ne convainc pas. Selon lui, bien que conscientes des défis environnementaux, nos sociétés seraient en fait « paralysées », prises au piège entre deux discours antinomiques, chacun à sa manière gravement démobilisateur et, en dernière analyse, principaux facteurs de notre résignation face au désastre en cours.

Le premier « son de cloche » blâmé par Hodgers, c'est celui qui prône le *business as usual*. En d'autres termes, celui misant sur l'action conjointe du marché et du progrès technique pour nous sortir du pétrin. Ici on déplore la timidité dont l'auteur fait preuve dans la dénonciation de ce qui constitue à nos yeux la cause centrale de l'inaction environnementale. À raison, Hodgers critique chez les politiciens conservateurs et les secteurs économiques la foi inébranlable en la capacité du système actuel « à répondre de lui-même au défi climatique », et ce sans le moindre égard vis-à-vis des limites écologiques de notre planète. Mais en en restant curieusement à ce constat superficiel, l'auteur oublie hélas de dire que ce déni répond surtout à des impératifs politiques clairs. On aurait ainsi aimé qu'il rappelle que cette rhétorique sert en priorité à préserver les intérêts économiques et la position sociale dominante des classes

dirigeantes capitalistes, premières responsables des ravages écologiques.

Avec le statut quo, en effet, c'est la poursuite de leur exploitation lucrative de la nature et des humains qui est assurée, moteur sans lequel le processus d'accumulation du capital serait tout bonnement impossible. Et tant pis si par cette quête productiviste le capitalisme se révèle structurellement destructeur de la vie sur Terre, la soif de profits illimités est par trop alléchante. Pour calmer le grand public, la bourgeoisie martèle donc que la seule chance de s'en sortir est de faire confiance au « système ». Moyennant au passage une petite séance relooking chez l'« écoblancheur » médiatique, elle nous fait même le coup de présenter ses dogmes sous un jour nouveau. Ainsi, à ces détracteurs qui lui opposent à juste titre que la croissance infinie dans un monde fini contrevient aux lois de la physique la plus élémentaire, elle leur répond comme une évidence que la clé réside désormais dans l'avènement d'une « croissance verte ».

N'analysant jamais en détail les puissants ressorts capitalistes qui motivent ce discours, Hodgers se prive d'outils essentiels pour expliquer l'immobilisme écologique et le combattre. Que le pillage de la nature soit financièrement vital pour le capital et que, soucieux de défendre ses acquis, ce dernier exerce par l'intermédiaire de son personnel politique, du lobbying, de la publicité, de la culture et des médias une influence idéologique décisive pour saborder l'action environnementale, toutes ces manœuvres politiques acharnées le conseiller d'État ne parait pas les soupçonner. Or au moment de penser les mesures susceptibles d'embrayer sérieusement la transition écologique, il devient indispensable de rendre compte avec précision de la « force de frappe » systémique dont la bourgeoisie dispose pour s'y opposer et admettre que, sauf à vouloir saper les conditions de sa propre prospérité, elle n'entendra jamais s'y soustraire.

Pourquoi Hodgers passe-t-il à côté de cette clé de lecture ? Est-ce là les effets de l'« opportunisme », maladie le convaincant d'ignorer les penchants écocidaire du capitalisme par crainte de paraître trop dogmatique, de perdre ses galons de respectabilité auprès de ses soutiens et d'hypothéquer la suite de sa carrière ? Ou bien préfère-t-il seulement taire ces considérations dérangeantes qui, comme nous le verrons plus tard, rendent illusoire la plupart de ces préconisations réformistes destinées à endiguer la crise ? Probablement un peu des deux.

Cette frilosité, qui confine à l'aveuglement, pousse donc le Meyrinois à rechercher une cause supplémentaire de « notre » inaction, cette fois extérieure au système économique. Il pense la déceler dans les discours annonçant que « le monde actuel est sur le point de s'effondrer » ou que nous vivons la « sixième grande extinction des espèces ». Des alertes le plus souvent étayées par des faits scientifiques mais qui, d'après l'élus, sont incapables de convaincre une majorité

des citoyens à agir. Si l'auteur veut bien admettre que ce type de message a été par le passé bénéfique pour placer la protection de l'environnement au cœur des préoccupations politiques, il estime qu'à l'heure actuelle cette écologie « de l'angoisse, de la culpabilité et des restrictions » montre ses limites et conduit à la résignation. Hodgers y voit même une grande tragédie pour l'écologie politique : « alors qu'elle commence à être prise au sérieux, elle semble se condamner à être la porteuse de messages catastrophistes » qui la plupart du temps agacent, culpabilisent, démobilisent ou provoquent, dans un réflexe de survie, un repli individualiste.

Extrêmement confus, le raisonnement d'Hodgers pêche là encore par bien des aspects. Et en premier lieu parce qu'il mélange inquiétude et résignation. Qu'une grande partie de la jeunesse se dise effrayée par un avenir menacé par de nombreux périls environnementaux, pour reprendre l'exemple qu'il cite, n'a en soi rien de tragique. Il ne s'agit que d'une réaction légitime, à la mesure de la gravité réelle de la situation, et qui témoigne plutôt d'une formidable lucidité. L'inquiétude ou l'angoisse que ces jeunes ressentent n'implique surtout aucunement qu'ils aient renoncé à se battre. Comment interpréter sinon les actions menées quasiment chaque semaine par les militants écologistes, pourtant les plus au fait de l'avenir sombre qui leur est prédit et, en prime, **les plus exposés à la répression judiciaire**. Ont-ils vraiment renoncé ? Sont-ils uniquement désespérés ? Évidemment non. Ces collectifs sont traversés par une multiplicité d'affects, comme la colère, la peur, la déception, mais aussi la joie et l'espoir. Alors qu'il affirme que l'espérance est une condition sine qua non à tout projet politique, on s'étonne qu'Hodgers ne la distingue pas dans ces mouvements. Tout en constatant sans détour l'effondrement écologique, Les ZAD sont justement des luttes collectives animées par l'espoir de façonner un monde meilleur. À certains égards, elles incarnent même des anticipations d'une nouvelle façon de vivre en société, plus sobre, des expériences grandeur nature d'un nouvel ethos. Que ces initiatives et le projet politique dont elles sont porteuses ne plaisent pas à Hodgers, et même qu'elles se révèlent incapables, au vu de leur échelle locale et de la rigueur éthique qu'elles exigent, d'endiguer à elles-seules la catastrophe écologique globale, soit. Mais cela ne constitue pas une raison suffisante pour les traiter avec condescendance et les essentialiser en les regroupant sous la bannière du « doomisme » ou du « repli ».

Le même raisonnement prévaut, cette fois, au-delà du cercle des militants convaincus : comment expliquer autrement que par l'envie d'agir **les grèves et marches en faveur du climat qui ont réuni des millions de citoyens dans les rues du monde entier entre 2018-2019 ?** N'est-ce pas les effets de cette prétendue « résignation » populaire qui ont permis aux Verts suisses de surfer sur la **« vague verte »** et de remporter autant de sièges aux élections fédérales d'automne 2019 ? Des mobilisations que seules une pandémie historique,

quelques impasses stratégiques face au dédain gouvernemental, ainsi qu'une répression étatique systématique ont conduit à l'essoufflement.

En vérité, on le voit avec ces exemples, Hodgers se méprend complètement. Ce ne sont pas les discours alarmants sur l'urgence écologique qui répandent la résignation ou l'abattement au sein de la population et qui en définitive produisent l'inaction, mais bien plutôt l'incapacité de la politique institutionnelle, sous sa forme bourgeoise, à proposer un projet de société capable de répondre aux enjeux et à convaincre les citoyens du bien-fondé de celui-ci. Une incompétence dommageable car l'attente est grande : comme le relève justement l'auteur, la protection de l'environnement figure effectivement parmi les principales préoccupations de la population depuis des années et une majorité de personnes souhaite une action plus résolue en la matière.

En réponse aux manquements de nos représentants, les forces progressistes heureusement s'organisent à la base. Conférences, manifestations, lectures, actions directes, désobéissance civile, création d'organisations ou de médias... L'activisme politique se poursuit, permettant aux citoyens en quête d'espoir de mener progressivement un examen lucide sur l'état du monde et de défendre une alternative systémique capable de rebattre les cartes. Pour la vraie gauche écologiste, celle qui conteste l'ordre social bourgeois, le travail de sappe porte même peu à peu ses fruits : dans les têtes d'un public jeune et croissant, le capitalisme fait à nouveau figure d'« ennemi public numéro un », ses actions écocidaires criminelles et son greenwashing justificateur sont pointés du doigt, et la nécessité de le détruire toujours plus assumée. De surcroît, les liens qu'elle trace entre écologie, questions salariales, féministes et décoloniales servent de guide pour imaginer la société de demain et constituent un préalable idoine pour susciter l'adhésion du plus grand nombre.

L'écocide comme dans un rêve

Prisonnier d'une vision institutionnaliste et électoraliste de la politique, Hodgers passe à côté du processus de construction « sous les radars » de cette force écologiste radicale et émancipatrice. Il y a même fort à parier qu'il ne s'y intéresse pas, la caricature qu'il en fait en fournit du reste une preuve éclatante. L'auteur taxe cette écologie d'angoissante alors qu'elle s'efforce simplement d'être clairvoyante à propos de la dégradation des conditions d'habitabilité de notre planète. Il la juge culpabilisante et moralisatrice à l'égard des citoyens, sans voir que ses dénonciations ciblent essentiellement les plus riches, dont les modes de vie ne sont pas seulement aberrants éthiquement, mais s'avère par-dessus tout dramatiquement polluants par rapport au commun des mortels. En prime, contrairement à la majorité des pages du manifeste d'Hodgers, l'écologie radicale se refuse à faire de l'écocide une simple affaire

de consommation. Elle s'échine d'abord à souligner que dans nos sociétés capitalistes, le consumérisme est suscité par l'activité productive frénétique et le matraquage publicitaire des grandes multinationales. La question du mode de production est donc prééminente pour aboutir à un changement des pratiques de consommation conciliable avec le contexte environnemental. Comment l'écologie anticapitaliste entend-elle donc la résoudre ? Par l'instauration de la propriété d'usage des travailleurs sur les moyens de production (les outils de travail), tout en garantissant qu'un contrôle démocratique s'exerce sur les fins productives qu'ils entendent poursuivre. En d'autres termes, la tâche consiste à ôter à l'oligarchie de possédants actuelle le pouvoir insensé de décider quels besoins sociaux doivent être pourvus, et comment. Sous la charge collective des travailleurs et la supervision des citoyens, la production devra alors être modérée quantitativement afin de respecter le cadre écologique qui nous est imposé, mais elle sera aussi développée qualitativement en s'assurant que l'ensemble des individus puisse satisfaire un catalogue de besoins réels définis démocratiquement. En somme, une production planifiée, souveraine ainsi que socialement, écologiquement et démocratiquement responsable.

Pour être franc, même si on aurait pu espérer davantage d'honnêteté intellectuelle dans le portrait qu'il brosse d'elle, on ne peut pas totalement en vouloir à Hodgers de si peu maîtriser un sujet comme l'écologie radicale. Convaincu que seule la politique institutionnelle permettra de stopper le désastre écologique, lui veut agir et non réfléchir. Agir, ce qui dans les coordonnées de la démocratie bourgeoise signifie « gagner », et même gagner électoralement. Logique. Or, aussi belle et pertinente soit la réflexion de la gauche écologiste et anticapitaliste, sa victoire au jeu de la démocratie électorale – entièrement façonné par la bourgeoisie – tiendrait du miracle historique. C'est pourquoi, constatant froidement le recul de son parti dans les urnes et le progrès simultané des Vert'libéraux dans les sondages (qu'il surestime tout de même), Hodgers en tire aussitôt la conclusion suivante : pour séduire plus d'électeurs, il faut que les Verts changent, qu'ils adoptent une ligne plus consensuelle. Son objectif sera donc de rassurer. Mais à quel prix ?

À un prix exorbitant. C'est qu'à force de vouloir tout édulcorer afin de tranquilliser ses potentiels électeurs, voilà que l'élus flirte dangereusement avec le climato-rassurisme. Tel est notamment le cas lorsque, examinant les impacts du changement climatique, il affirme au mépris de toute les acquis de la science ne pas croire « que quelques degrés de plus peuvent, sous nos latitudes, remettre fondamentalement en cause la possibilité d'avoir une vie heureuse et prospère, comme cela a été le cas lors des guerres ou de grandes dépressions économiques (...) ». Une sous-estimation des chocs climatiques qui interroge car, si ces derniers ne risquent pas de conduire à court terme à la disparition totale de notre espèce, ils n'en demeurent pas moins une menace très sérieuse pour la stabilité

des sociétés humaines. Confrontée à une diminution des vagues de froid et de l'enneigement, à la fonte de ses glaciers, mais aussi à davantage de variabilité, de précipitations, des canicules et de sécheresses, la population helvétique ne sera donc pas à l'abri des difficultés. Des pressions sur son agriculture (stress hydrique, érosion des sols), sur ses infrastructures (glissements de terrains) et sur sa santé (traumas, canicules, pollution, nouvelles maladies) sont en particulier à craindre. Des pressions qui pourraient même s'aggraver par l'effet d'emballlement climatique favorisé par des boucles de rétroaction. De surcroît, vraisemblablement moins sensible aux « non-humains », Hodgers fait peu cas de l'effondrement du vivant, dont le climat ne constitue que la troisième cause derrière les deux autres tares capitalistes que sont la surexploitation et la destruction des habitats naturels. À rebours des tendances statistiques, il paraît même réfuter le fait que nous vivons une sixième extinction de masse des espèces. Pourtant, cette autre « bombe à retardement » écologique promet de nous compliquer la tâche. Moins de faune et de flore, plus d'écosystèmes exsangues, c'est en fin de compte moins de résilience face au changement climatique et une vie sur Terre rendue quotidiennement extrêmement difficile.

Mais les limites de l'écologie rassuriste d'Hodgers ne s'arrêtent pas là. Après avoir égrainé de façon bien lacunaire les dangers de l'écocide, l'auteur se contente d'affirmer avec présomption que nous saurons nous adapter. La plupart du temps, il le fait au moyen de formules abstraites et incantatoires (« l'agriculture devra évoluer, tout comme l'urbanisme (...) Si nous nous en donnons les moyens, tous les services seront fonctionnels (...) L'être humain s'est toujours adapté à son milieu »). Ne nous y trompons pas, que l'adaptation soit un rouage essentiel de la lutte contre le changement climatique, cela ne fait aucun doute. Qu'elle puisse susciter l'espoir et l'optimisme, tant mieux. Mais gare à sa sanctification : le risque est alors grand qu'elle soit instrumentalisée par les forces écocidaires, qui ont tout intérêt à la privilégier au détriment de l'adoption de mesures d'atténuation économiquement plus contraignantes. Un calcul d'opportunité défavorable au reste de l'humanité puisque tant les écosystèmes que les humains ont une capacité d'adaptation limitée. Dans un monde qui ne parvient pas à se sevrer d'énergies fossiles, dont les émissions augmentent et la biodiversité agonise, il aurait été de bon ton qu'Hodgers rappelle cette évidence. D'autant qu'en plus de dépendre de la sévérité des fléaux écologiques, l'adaptation est également tributaire des décisions politiques et du développement technologique, deux paramètres rendus toujours plus hasardeux du fait de décideurs peu portés sur l'anticipation et d'une planète aux ressources naturelles en contraction.

Certes, en tant que pays riche, la Suisse possède nombreux atouts pour se préparer aux chocs à venir, mais s'en réjouir comme nous enjoint de le faire Hodgers apparaît tout à fait prématuré. D'une part parce qu'il semble oublier

que dans le contexte de l'économie mondialisée et ses longues chaînes d'approvisionnement, la Suisse ne vit pas en autarcie et que, même bien adaptée, elle pourrait être indirectement impactée par les difficultés rencontrées par d'autres États. D'autre part car se complaire dans cette situation reviendrait à négliger les souffrances de pays et d'individus moins bien lotis. Si l'humanité est une, ne doit-elle pas l'être jusqu'au bout ? Sous cet angle, il faut alors considérer que chaque vie brisée ou perdue en raison du réchauffement climatique est de trop et que le sort des plus vulnérables face aux périls écologiques est une question bien trop grave pour l'évoquer avec la légèreté teintée de chauvinisme de celui qui se sait relativement à l'abri.

C'est malheureusement en partie ce que l'on ressent en lisant Hodggers qui, bien que conscient de l'existence d'importantes disparités sociales et régionales, fait montre d'une candeur excessive en misant démesurément sur la « solidarité internationale » pour apporter l'aide nécessaire à ceux que la crise écologique frappe plus durement. Sur ce point, pas sûr en effet que les principaux concernés partagent son optimisme... Car que vaudra réellement cette solidarité internationale alors que nombre d'États bascule déjà dans le repli nationaliste et fascistoïde le plus crasse ? Quelle forme revêtira-t-elle dans un contexte climatique et géopolitique de plus en plus instable, où la rareté des ressources entrainera une concurrence sans précédents entre nations ? Tirant la leçon de précédents historiques, on pressent déjà ce que cet appel abstrait à la solidarité internationale donnera sur le terrain, sur quels présupposés racistes et marchandages opportunistes elle reposera. En matière migratoire notamment, lorsqu'à nos frontières sera effectué l'odieux tri des « bons » et des « mauvais » migrants, que les refoulés seront priés de déguerpir sur-le-champ, quand ils n'auront pas déjà été lâchement abandonnés à un sort tragique au milieu de la Méditerranée.

En outre, n'y a-t-il pas une certaine hypocrisie à parler de « solidarité internationale » tandis que l'impérialisme écocidaire de certains États et multinationales continue de saccager des territoires du Sud global ? Au-delà du support sous toutes ses formes et sans conditions que les pays les plus vulnérables sont en droit d'attendre des principaux États responsables de la catastrophe, le véritable internationalisme devrait donc d'abord consister en une cessation immédiate de la prédation néocoloniale dont ces derniers se rendent coupables et une exhortation à bâtir une solidarité internationale qui, débarrassée des scories capitalistes, montrerait enfin son visage humain. Ces réflexions demeurent hélas absentes de la pensée d'Hodggers, lequel se limite à appeler de ses vœux le renforcement d'un « internationalisme-pansement », avant tout gestionnaire plus que solutionneur de crise, et dont les conditions de possibilité, eu égard aux tensions internationales actuelles, s'amenuisent de façon préoccupante.

On le voit, l'électoralisme de l'auteur conduit à une impasse certaine. Obnubilé par l'idée que l'écologie doit rasséréner pour rassembler plus largement, l'auteur en vient à travestir la réalité scientifique à base de « méthode Coué » et « cherry-picking » factuel grotesques. Ce faisant, il ne procède pas uniquement à un « polissage » du propos écologique sur la forme, mais opère en vérité un changement majeur sur le fond. Exit l'écologie radicale qui comme son nom l'indique cherche à penser les racines du désastre. Contre des dangers qu'il prétend mesurés, Hodgers tente de réhabiliter l'écologie des solutions modérées. Un projet qui procède également d'une interprétation absolument contestable de la situation de l'écologie politique à l'étranger. Ainsi, dans un entretien récent, Hodgers compare les scores électoraux des « Verts » français (4% à la présidentielle de 2022) à celui des « Grünen » allemands (20% aux européennes de 2019 et 14% aux fédérales de 2021), résultats qui justifieraient à eux-seuls d'abandonner la piste de la radicalité. Le raisonnement est toutefois fallacieux. En Allemagne, les Verts sont certes parvenus au gouvernement avec une ligne plus modérée, mais leur appui politique à des projets climaticides comme leurs inclinations « droitières » sur d'autres thématiques ne cessent d'être décriés, que ce soit « en interne » ou par leurs militants. Les prendre en exemple en taisant les innombrables controverses que suscitent leur action apparaît donc fort discutable. Quant à la France, Hodgers fait carrément fausse route : la faiblesse électorale d'« Europe Écologie Les Verts » n'est pas attribuable à un excès de radicalité, mais signe *de facto* la défaite patente de sa direction libérale, incarnée pendant des années par Yannick Jadot. Depuis l'humiliation subi à la présidentielle l'an dernier, le parti a entretemps décidé de rejoindre La France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon au sein de la NUPES, principale force d'opposition au macronisme et qui défend une écologie de rupture, si ce n'est d'emblée avec le capitalisme, *a minima* avec sa forme néolibérale. Au grand dam d'Hodgers, la tendance n'est donc pas à l'enterrement de l'écologie radicale. Il s'agit seulement de savoir comment et sous quelle forme celle-ci peut convaincre.

L'hégémonie capitaliste, cette donnée manquante

Étant donné sa cécité à l'égard des vrais coupables de l'inaction écologique et son relativisme dans l'évaluation de la gravité du réchauffement climatique, c'est sans surprise qu'Hodgers ajoute à ce piteux bilan des propositions de solutions déficientes au regard des circonstances. Il énumère ainsi successivement « l'innovation technologique, l'investissement dans les infrastructures et l'évolution des comportements de consommation » comme trois leviers d'action décisifs pour faire face à la crise. Or, en vérité ces suggestions ont tout d'un recyclage en bonne et due forme des recettes de l'écologie libérale, dont l'ambition – parfois feinte, parfois sincère – n'est autre que de répondre à l'urgence actuelle grâce à l'économie de marché. Un *business*

as usual dont les soubassements capitalistes, on l'a vu, ne peuvent mener qu'au statut quo et à l'immobilisme. Quoi de mieux en effet qu'une croyance aveugle dans la géo-ingénierie, la fusion nucléaire et autres délires technosolutionnistes pour continuer l'exploitation forcée de la planète ? Pourquoi ne pas faire la promotion de quelques investissements « verts » dérisoires dès lors que le financement massif des énergies fossiles perdure ? Enfin, n'est-il pas préférable de culpabiliser les citoyens sur leurs habitudes de consommation et, en passant, en profiter pour y diluer la responsabilité des détenteurs des moyens de production ?

Alors même qu'il semblait dénoncer (même artificiellement) les méfaits de ce discours, pourquoi Rodgers change-t-il de fusil d'épaule et se rallie-t-il aux préconisations des libéraux ? Parce qu'en réformiste obstiné, Rodgers veut le beurre et l'argent du beurre. Il croit dur comme fer à la possibilité de « transformer » le capitalisme pour remédier à la situation, c'est-à-dire profiter de ses mécanismes tout en corrigeant ses « dérives » écocidaires. Pas de fanatisme à l'égard des lois du marché donc, ni croyance en la perspective révolutionnaire, Rodgers tranche pour le bon sens et la collaboration raisonnable. Pour la voie de la nuance en somme. Mais une nuance qui en oublie une autre essentielle : si tant est que le capitalisme ne soit pas intrinsèquement écocidaire, ce qu'un siècle et demi d'expérience n'a jamais réussi à prouver, est-il pour autant « réformable », et même « réformable » en un horizon temporel suffisamment rapide pour limiter un maximum les dégâts de l'écocide ? Las pour Rodgers, la réponse est négative. L'ère du « fordisme » et ses trente glorieuses exceptionnelles est révolue depuis belle lurette. Au sein des configurations économiques et juridiques contemporaines du capitalisme néolibéral (dérèglementation financière, libre circulation des capitaux, délocalisations, privatisations etc.), le rapport de force tend aujourd'hui outrageusement en faveur du capital, qui dispose désormais de toutes les latitudes stratégiques pour étendre son périmètre d'action et se délester de toute contrainte. Cette « radicalisation », cette faculté qu'il a acquise de ne plus rien concéder à ses adversaires, notamment en bénéficiant plus que jamais des moyens et de la complicité renforcée de l'État (lequel voit dans cette complémentarité structurelle les conditions de sa propre survivance), a eu pour conséquence directe la fermeture de l'espace politique du « compromis » occupé historiquement par la social-démocratie et la mise sous tutelle de l'ensemble des grands partis s'en revendiquant, partis socialistes et écologistes en tête. Dès lors, même au pouvoir, même consciente des dévastations dont le capitalisme est responsable, la gauche institutionnelle se voit dans l'incapacité de mener autre chose qu'une politique libérale, dictée par les desiderata du capital et incompatible avec les nécessités écologiques.

Hodgers symbolise cette involution politique majeure du monde social-démocrate. Enlisé dans l'anachronisme le plus total, il croit pouvoir échapper à

ce couperet et créer un consensus large autour de réformes écologiques capables d'arraisonner le capitalisme pour le rendre éco-vertueux. Il veut ainsi transiter vers une société qui ne sera plus basée sur l'épuisement des ressources naturelles, qui sortira des logiques de compétition à outrance et de stress permanent, qui sera neutre en carbone, travaillera moins et se satisfera de moins. Des objectifs louables, que l'on verrait bien atteints par une société communiste, mais demeurant parfaitement utopiques au sein du monde capitaliste, où la propension à exploiter indéfiniment conditionne le succès économique. Dans le même registre, aussi modérées soient-elles, ses propositions de réformes, comme celle de renforcer la régulation du commerce et de la finance par des taxes ou par l'édiction de conditions-cadres, pour ne citer qu'elles, n'ont pas la moindre chance d'aboutir. En tout cas pas avec le degré de radicalité suffisant pour enrayer les mécanismes de l'écocide. En l'état du système, c'est même le lot de toutes les mesures écologiques un tant soit peu ambitieuses, qui par les limites, même minimales, qu'elles tentent d'imposer à la production et à la consommation entrent en contradiction manifeste avec la logique capitaliste et son objectif de croissance économique infinie. On sait donc quel sort le capital réserve à ces aspirations déjà trop menaçantes : par tous les stratagèmes possibles (bashing et mensonges médiatiques pour effrayer la population, lobbying et corruption, menaces économiques à base de fuite des capitaux et chantage à l'emploi qui mettent en péril les ressources de l'État etc.), elles sont vidées de leur substance jusqu'à l'innocuité ou abandonnées promptement.

Quelles possibilités s'offrent alors aux partisans de la social-démocratie déchuë comme Hodgers ? Première hypothèse : choisir la facilité du déni. Autrement dit, se faire l'idiot utile des forces écocidaires, leur servir de caution verte, en refusant de voir que sous le joug du capital l'écologie réformiste est vouée au mieux à vanter des succès superficiels, au pire à dégénérer en une caricature (social-)libérale. Dans les deux cas, à demeurer une écologie de l'impuissance. Un choix opportuniste ne permettant pas de solutionner la crise environnementale, mais qui donne l'occasion d'endosser le costume de l' élu « idéal » : un représentant responsable, modéré, optimiste et pragmatique, croyant aux dépassements des divergences par le dialogue constructif et le compromis, sans céder à la panique et en respectant l'ordre. Dans le pays du consensus et de la collégialité, des gages de succès électoral.

Mais le réformiste déçu peut également opter pour une autre perspective, plus courageuse et consistant à prendre acte. Prendre acte de l'inanité à laquelle la voie du réformisme écologique condamne, prendre acte que l'écologie est une lutte des classes, et surtout, en tirer les conséquences radicales qui s'imposent sous la forme d'un syllogisme bien connu : il y a un écocide en cours ;

l'écocide est capitaliste ; il n'y a pas de solutions capitalistes à l'écocide capitaliste ; pour y mettre fin, il faut donc sortir du capitalisme.

Le vert et le rouge

Embrasser la radicalité anticapitaliste, tel est donc le chemin que l'écologie doit emprunter pour espérer provoquer un sursaut. Dans l'immédiat, cela débute par la nécessité de concevoir la politique autrement que par le seul prisme des institutions démocratiques contemporaines dont les structures réduisent à néant toute ambition de mener une politique environnementale de rupture. Les écologistes peuvent dès lors briguer tous les mandats qu'ils souhaitent au sein des parlements ou dans les exécutifs, ils resteront dans l'incapacité de provoquer « de l'intérieur » les changements systémiques requis. En Suisse, la législature fédérale 2019-2023 est là pour nous le rappeler tristement : quatre ans après la « vague verte », la transition écologique demeure un mirage et, en octobre prochain, le retour de bâtons promet d'être rude pour les Verts. Comme à son habitude, le « piège à cons » des élections fonctionne à merveille pour les milieux bourgeois : qu'elle gagne ou perde le scrutin, en dernière analyse la gauche institutionnelle ne connaît que la défaite.

Que faut-il faire alors ? Accepter de renouer avec une autre politique. Celle qui agit « de l'extérieur ». La politique telle qu'elle doit être, collective et *in situ*. Loin des contingences électorales, l'écologie doit s'emparer de la rue, en faire son fief. C'est au sein de cette espace, si craint par la bourgeoisie, que l'écologie peut trouver dans le soutien des masses sa meilleure chance de l'emporter. Comment ? En les persuadant de la pertinence de la visée révolutionnaire qui, en attendant *l'opportunité*, pourrait à court terme, par la construction de mouvements sociaux d'ampleur, permettre d'engager un rapport de force avec le capital, le faire céder sur des revendications concrètes et contraindre la gauche institutionnelle à se radicaliser. Un travail de conviction considérable, de longue haleine, qui suppose un effort d'agitation et de propagande constant, requérant de la coordination et de la patience.

Pour s'adjoindre le soutien du nombre, l'écologie radicale bénéficie toutefois d'un allié de poids : le capitalisme et ses innombrables crises qui, hormis une minorité de privilégiés, gâchent la vie de la majorité des individus sur cette planète. L'occasion rêvée de créer des convergences inédites autour d'un bloc rouge-vert anticapitaliste, écologiste, féministe et décolonial. La jeunesse précarisée et exaspérée par l'écocide, les travailleurs éreintés par un labeur dépourvu de sens et humiliés par l'ostentation des nantis, les femmes et les racisés discriminés et violentés, là dans cette alliance romantique entre « exploités » réside potentiellement la force politique révolutionnaire capable de

renverser le capital. C'est seulement à la condition de la mobiliser que l'écologie politique se montrera à la hauteur des enjeux.

Manifeste pour une écologie de l'espoir par Antonio Hodgers

Conseiller d'État de la
République et Canton de Genève

+ Préface d'Érik Orsenna,
membre de l'Académie française

Kraft
La collection des idées
par Le Temps, Hachette et Georg Editeur

n°01

Vous avez apprécié l'article ? Soutenez-nous en cliquant ici → 

Le Mycélium

